



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 3 juillet 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
26 juin 2025
n° 23 / 8088^e
pages 1113 à 1160

CHRONIQUE / Responsabilité civile

L'économie circulaire à l'épreuve de la nouvelle directive
sur la responsabilité du fait des produits défectueux

> Hélène Guiziou

1126

ÉDITORIAL

1113 Le Hcéres à l'index, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 1116 Virement (obligation de vigilance) : présence d'anomalies apparentes
- 1117 Crédit à la consommation (régime) : contrat de location avec option d'achat
- 1118 Société en formation : formalisme de reprise des actes
- 1119 Nationalité (acquisition) : portée de la possession d'état
- 1120 Compétence internationale : portée d'une clause attributive de juridiction
- 1120 Cumul d'infractions : association de malfaiteurs et législation sur les stupéfiants
- 1122 Harcèlement (licenciement) : valeur probante d'une enquête interne
- 1123 Immunité d'exécution (État étranger) : affectation diplomatique d'un immeuble

POINT DE VUE

1124 Le nouvel État de droit et la loi narcotrafic, *Gaspard Lindon*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1135 **Panorama** : Droit des assurances, *Rodolphe Bigot, Amandine Cayol et David Noguéro*
- 1148 **Notes** : Classes de parties affectées : premières précisions de la Cour de cassation sur le critère du meilleur intérêt des créanciers et la règle de la priorité absolue, *note sous Com. 5 mars 2025, David Robine*
- 1153 Servitude du père de famille et communauté : « Cachez ce père que je ne saurais voir ! », *note sous Civ. 3^e, 27 févr. 2025, Benoît Chaffois*

ENTRETIEN

1160 Julie Leonhard – La peine privative de liberté
et les auteurs de violences sexuelles



Lefebvre Dalloz



Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 078620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 132,29 € TTC

Étranger : 111,75 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

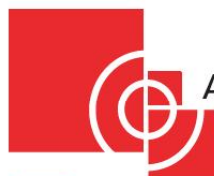
SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

1113

Le Hcères à l'index



ACTUALITÉS

1116

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie
Virement (obligation de vigilance) :
appel téléphonique d'un faux conseiller
bancaire, *Com.* 12 juin 2025

Virement (obligation de vigilance) :
présence d'anomalies apparentes,
Com. 12 juin 2025

Virement (obligation de vigilance) :
absence d'anomalies apparentes,
Com. 12 juin 2025

Gage (attribution au bénéficiaire) :
détermination de la valeur par expert,
Com. 18 juin 2025

Consommation
Crédit à la consommation (régime) :
contrat de location avec option d'achat,
Civ. 1^{re}, 18 juin 2025

Entreprise en difficulté
Plan de redressement (résolution) :
ouverture d'une liquidation judiciaire,
Com. 12 juin 2025

Faillite personnelle (conditions) :
indifférence de l'insuffisance d'actif,
Com. 12 juin 2025

Société et marché financier
Société en formation : formalisme
de reprise des actes, *Com.* 18 juin 2025
Société anonyme (action sociale *ut singuli*) :
perte de la qualité d'associé,
Com. 18 juin 2025

Attribution d'actions gratuites : portée
d'un transfert d'entreprise, *Soc.* 18 juin 2025

1118

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession
Séparation de corps (pension alimentaire) :
conversion en divorce, *Civ.* 1^{re}, 12 juin 2025

Régime matrimonial (communauté) :
récompense due à la communauté,
Civ. 1^{re}, 12 juin 2025

Mineur (assistance éducative) :
aide sociale à l'enfance, *Civ.* 1^{re}, 12 juin 2025

Indivision (indivisaire) : indemnité
pour jouissance de la chose indivise,
Civ. 1^{re}, 12 juin 2025

Nationalité (acquisition) : portée
de la possession d'état, *Civ.* 1^{re}, 18 juin 2025

1120

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen
Étranger (infraction) : aide à l'entrée
irrégulière, *CJUE* 3 juin 2025

Droit international
Compétence internationale : portée
d'une clause attributive de juridiction,
Civ. 1^{re}, 18 juin 2025

1120

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal
Cumul d'infractions : association
de malfaiteurs et législation
sur les stupéfiants, *Crim.* 18 juin 2025
Peine (réhabilitation) : effet sur la peine
complémentaire, *Crim.* 18 juin 2025

Procédure pénale
Action civile : irrecevabilité
de la constitution par voie de mandat,
Crim. 17 juin 2025

1122

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
Harcèlement (licenciement) :
valeur probante d'une enquête interne,
Soc. 18 juin 2025
Gérant de succursale (contrat) :
maintien en cas de transfert d'entreprise,
Soc. 18 juin 2025

1123

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Voie d'exécution
Immunité d'exécution (État étranger) :
affectation diplomatique d'un immeuble,
Civ. 2^{re}, 12 juin 2025



POINT DE VUE

1124

Le nouvel État de droit et la loi narcotrafic
par Gaspard Lindon



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1126

L'économie circulaire à l'épreuve
de la nouvelle directive sur la responsabilité
du fait des produits défectueux
par Hélène Guiziou

PANORAMA

1135

Droit des assurances
mai 2024 – avril 2025
par Rodolphe Bigot, Amandine Cayol
et David Noguéro

NOTES

1148

Classes de parties affectées : premières précisions
de la Cour de cassation sur le critère du meilleur intérêt
des créanciers et la règle de la priorité absolue,
note sous Com. 5 mars 2025
par David Robine

1153

Servitude du père de famille et communauté :
« Cachez ce père que je ne saurais voir ! »,
note sous Civ. 3^e, 27 févr. 2025
par Benoît Chaffois



ENTRETIEN

1160

Julie Leonhard – La peine privative de liberté
et les auteurs de violences sexuelles

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
3 juillet 2025
n° 24 / 8089^e
pages 1161 à 1200



ÉDITORIAL

1161 À criminel contre l'humanité, criminel et demi, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

- 1164 Tourisme (agent de voyages) : assurance d'un tiers responsable
- 1165 Bail commercial (vente du local) : portée du droit de préférence du locataire
- 1165 Marque européenne (enregistrement) : mauvaise foi du demandeur
- 1166 Accident de la circulation (faute du conducteur) : implication de plusieurs véhicules
- 1166 Bail en général (bailleur) : portée de l'obligation d'entretien
- 1167 Mineur délinquant : large censure de la loi par le Conseil constitutionnel

LECTURES

1169 Pour quels motifs ?, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

1170 Régulation de l'enseignement supérieur privé : label affaire !, *Lucas Bento de Carvalho*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1178 **Panorama** : Droit de l'exécution, *Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier*
- 1189 **Notes** : La convergence européenne entre protection des droits fondamentaux et victimologie, *note sous CEDH 24 avr. 2025, Anne-Blandine Caire*
- 1194 La phase supranationale de l'affaire *EncroChat*, *note sous CJUE 30 avr. 2024 et CEDH 24 sept. 2024, Maxime Lassalle*

ENTRETIEN

1200 Benoît Lecourt – Le devoir européen de vigilance des sociétés



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maele HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
vntcs@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Étranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

A criminel contre l'humanité,
criminel et demi

1161



ACTUALITÉS

1164

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Tourisme (agent de voyages) : assurance
d'un tiers responsable, *Civ. 2^e, 19 juin 2025*

Clause abusive (crédit à la consommation) :
garantie par une sûreté immobilière,
CJUE 24 juin 2025

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (vente du local) :
portée du droit de préférence du locataire,
Civ. 3^e, 19 juin 2025

Propriété intellectuelle

Marque européenne (enregistrement) :
mauvaise foi du demandeur,
CJUE 19 juin 2025

1165

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Servitude (enclave) : usage et utilité
d'un fonds déterminé, *Civ. 3^e, 19 juin 2025*

Contrat-Responsabilité-Assurance

Accident de la circulation (faute
du conducteur) : implication de plusieurs
véhicules, *Civ. 2^e, 19 juin 2025*

Famille-Personne-Succession

Curatelle (mainlevée) : manifestation
de la volonté grâce à un équipement
informatique, *Civ. 1^{re}, 12 juin 2025*

1166

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail en général (bailleur) : portée de
l'obligation d'entretien, *Civ. 3^e, 19 juin 2025*

1167

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Mineur délinquant : large censure de la loi
par le Conseil constitutionnel

1168

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (honoraires) : compétence
pour statuer sur l'obligation de restitution,
Civ. 2^e, 19 juin 2025



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1169

Pour quels motifs ?



POINT DE VUE

1170

Régulation de l'enseignement supérieur privé :
label affaire !
par Lucas Berto de Carvalho



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1172

La loi Badinter à l'épreuve du temps : une décennie
dans le rétroviseur
par Aurélie Bayle

PANORAMA

1178

Droit de l'exécution
avril 2024 – avril 2025
par Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier

NOTES

1189

La convergence européenne entre protection des droits
fondamentaux et victimologie, *note sous CEDH 24 avr. 2025*
par Anne-Blandine Caire

1194

La phase supranationale de l'affaire *EncroChat*,
note sous CJUE 30 avr. 2024 et CEDH 24 sept. 2024
par Maxime Lassalle



ENTRETIEN

1200

Benoît Lecourt –
Le devoir européen de vigilance des sociétés

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

RTDF

Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef



Droit financier

[Doctrines] Annulation par la cour d'appel de Paris du constat par l'AMF de l'absence de contrôle de Bolloré sur Vivendi et de l'inapplicabilité de l'obligation d'OPR préalable à la scission partielle du groupe

Par **Alain Pietrancosta**

Réf. : CA Paris, 5-7, 22 avril 2025, n° 24/19036 N° Lexbase : **A38070NC**

[Doctrines] La répression duale des abus de marché

Par **Roxanne Bel-Ramon**

[Doctrines] Deconstructing Trados: The option value under loss-cutting decisions

Par **Daisuke Asaoka** - Associate Professor of Corporate Finance and Law

[Doctrines] Delaware Adopts Significant Corporate Law Changes

Par **George Casey** - Global Chairman of Corporate of Linklaters LLP and Chairman of Linklaters Americas based in New York et **Clara Pang** - Partner in the New York office of Linklaters LLP

[Chronique] Chronique public M&A – Offres publiques 2024

Par **Didier Martin** - Avocat à la Cour - Associé - **Benjamin Kanovitch** - Avocat à la Cour - Associé

[Chronique] Droit bancaire et financier européen : chronique réglementaire et jurisprudentielle (janvier 2024 – mars 2025)

Par **Philippe-Emmanuel Partsch**

[Chronique] Observations sur les distributions en dehors de l'assemblée d'approbation des comptes

Par **Didier Poracchia**

Réf. : CA Paris, 5-9, 30 janvier 2025, RG 22/17478 N° Lexbase : **A19686YK** ; Cass. com., 12 février 2025, n° 23-11.410 N° Lexbase : **A55826UB**

[Chronique] Corporate Governance - Transparence financière et comptable

Par **Renaud Mortier** - Professeur agrégé de droit privé et avocat associé

[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)

Par **Éric Dezeuze** - Avocat à la Cour

[Chronique] Financial Services Regulation: Decisions of the European authorities and courts

Par **Arut Kannan** - Avocat à la Cour Solicitor (England & Wales) - **Jean-Baptiste Poulle** - Avocat à la Cour - Docteur en droit et **Nicolas Spitz** - Avocat à la Cour - Docteur en droit

[Chronique] Financements structurés – titrisation

Par **Alexandre Quiquerez** Professeur de droit privé – Directeur du Master Juriste d'affaires

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Alain Couret, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Jacques Daigre, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Granier, Professeur à Aix-Marseille Université

Paul Le Cannu, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hervé Le Nabasque, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas Rontchevsky, Professeur à l'Université de Strasbourg

Hervé Synvet, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

George A. Casey Partner, Shearman & Sterling LLP, New York

James D. Cox, Professor of Law, Duke Law School

Paul Davies, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

Luca Enriques, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

Guido Ferrarini, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

Gérard Hertig, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

Klaus J. Hopt, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

Jonathan R. Macey, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	▼
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	▼
Sources officielles	▼

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 26 du 30 juin 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

« Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne » (Victor Hugo)

N° 808 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Charles Ohlgusser, d'Olivain au Conseil de l'Ordre

N° 809 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ENVIRONNEMENT

Lancement de l'Assemblée de la Terre - France

N° 810 - Par Caroline REGAD-RIOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MINEURS

La loi sur la justice des mineurs est publiée

N° 811

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | NATIONALITÉ

Un état civil incertain n'empêche pas l'acquisition de la nationalité française par possession d'état

N° 812

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Précisions sur le point de départ des intérêts de la récompense due à la communauté

N° 813

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 juin 2025

N° 814

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 juin 2025

N° 815

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Conditions de l'indemnisation du préjudice corporel aggravé en cas de prescription de l'action en réparation du dommage initial : entre autonomie et sujétion

N° 816 - Par Aline VIGNON-BARRAULT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Une illustration originale de l'application de la loi du 5 juillet 1985 sur les accidents de la circulation

N° 817 - Par Nicolas RIAS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INTÉRÊTS

Taux de l'intérêt légal applicables : deuxième semestre 2025

N° 818

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Action ut singuli : la qualité à agir d'un associé s'apprécie lors de la demande introductive de l'instance

N° 819

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 juin 2025

N° 820

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 juin 2025

N° 821

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

L'application des dispositions relatives aux contrats conclus hors établissement aux sociétés civiles de moyens

N° 822 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

« La caution n'étant pas prêteuse, c'est là son moindre défaut » : pas de devoir de mise en garde à l'égard la sous-caution

N° 823 - Par Damien NEGRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Preuve issue d'un rapport d'enquête et accès des salariés à leurs données contenues dans des courriels

N° 824

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 juin 2025

N° 825

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 juin 2025

N° 826

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Loi climat et résilience : prolongation de dispositions pour l'application de la compensation carbone

N° 827

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | AUTORITÉ ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE

Recommandations du Défenseur des droits pour une meilleure protection des lanceurs d'alerte

N° 828

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 juin 2025

N° 829

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE DISCRIMINATION

Handicap et aménagements raisonnables en matière parentale

N° 830 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROITS DE LA DÉFENSE

Obligation d'adapter la procédure aux troubles mentaux des requérants

N° 831 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TVA

Le droit à une exonération de TVA ne peut pas, sauf manoeuvre, être dénié du fait de non-respect de procédures

N° 832 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRAVAIL

Règles de conflit de lois et nature et étendue du droit de subrogation en matière d'assurance responsabilité civile

N° 833 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

L'intérêt de l'assistant exclusif de la qualification de convention d'assistance bénévole

N° 834 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La classe Talents Lorraine

N° 835 - Par Hugo STAHL

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | UNION EUROPÉENNE

Le projet d'accord UE-Mercosur

N° 836 - Par Nicolas DE SADELEER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 837 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



EN QUESTIONS | DONNÉES PERSONNELLES

L'Union européenne se dote d'un espace européen des données de santé

N° 838 - Par Antoine PETEL

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Succession d'avocats et contestation d'honoraires : l'impossible désignation du débiteur par le juge taxateur

N° 839 - Par Cécile CASEAU-ROCHE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une feuille de route pour l'intégration « maîtrisée et concrète » de l'IA dans la Justice

N° 840

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Point d'étape sur le déploiement du nouvel e-Barreau

N° 841

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE CIVILE

Procédure de partage familial : le CNB propose des pistes d'amélioration

N° 842

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS AUX CONSEILS

Examen d'aptitude à la profession d'avocats aux Conseils

N° 843

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), supplément au n° 26 du 30 juin 2025

Sommaire du numéro

La procédure civile française dans le miroir des règles ELI-UNIDROIT transnationales de [procédure civile](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Présentation de la 3e édition du Séminaire de droit processuel](#)

N° 6005 - Par Cécile CHAINAIS et Xavier LAGARDE

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Les règles modèles européennes ELI-UNIDROIT de procédure civile](#)

N° 6006 - Par Frédérique FERRAND

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Le droit du procès civil français dans le miroir du principe émergent de proportionnalité procédurale](#)

N° 6007 - Par Cécile CHAINAIS

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[La notification dans le miroir des règles ELI-UNIDROIT](#)

N° 6008 - Par Sylvain JOBERT

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Le régime français de la preuve judiciaire dans le miroir des règles modèles ELI-UNIDROIT](#)

N° 6009 - Par Xavier LAGARDE

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Les parties dans les règles ELI-UNIDROIT](#)

N° 6010 - Par Liza VEYRE

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Le commencement de la procédure et l'audience](#)

N° 6011 - Par Anaïs DANET

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Les sanctions dans les règles modèles ELI-UNIDROIT](#)

N° 6012 - Par Lucie MAYER

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[Les recours dans les règles ELI-UNIDROIT : entre modèles et contre-modèles](#)

N° 6013 - Par Maxime BARBA

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[L'action de groupe dans les règles modèles ELI-UNIDROIT : un modèle à suivre ?](#)

N° 6014 - Par Jérémie JOURDAN-MARQUES

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE CIVILE

[La procédure civile française dans le miroir des règles modèles ELI-UNIDROIT : le règlement amiable et les transactions collectives](#)

N° 6015 - Par Thibault GOUJON-BETHAN

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 27 du 03 juillet 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - Le règlement DORA (Digital Operational Resilience Act)

N° 593 - Par François-Pierre LANI et Erwan CARPENTIER-TOMASI

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉ

MACF : le Conseil et le Parlement parviennent à un accord sur sa simplification

N° 594

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue des Procédures collectives civiles et commerciales

N° 595

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue de Droit bancaire et financier

N° 596

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | BANQUE

Le nouveau régime de la prestation de services de paiement dans l'Union monétaire ouest africaine (UMOA)

N° 598 - Par Sébastien THOUVENOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Contrat d'assurance : confirmation de la portée des garanties de perte d'exploitation en contexte Covid

N° 599

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Compétence du juge judiciaire en matière de concurrence déloyale à l'occasion de contrats publics

N° 600

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Condamnation d'une société de VTC pour concurrence déloyale envers une société de taxis et violation du droit du travail

N° 601

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Conditions de l'action paulienne

N° 602

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Conditions requises pour qu'un avantage ait pour contrepartie un service commercial effectivement rendu

N° 603

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Titrisations : la Commission européenne propose de nouvelles mesures

N° 604

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Exigences applicables aux opérations de financement sur titres au titre du ratio de financement stable net

N° 605

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Accord en trilogie sur les nouvelles règles destinées à raccourcir le cycle de règlement des opérations sur titres

N° 606

[Consulter le PDF](#)

Garanties procédurales du consommateur contre les clauses abusives dans le cadre d'une procédure extrajudiciaire de saisie hypothécaire

N° 607

[Consulter le PDF](#)

Paquet Omnibus I : le Conseil arrête sa position sur les nouvelles règles en matière de durabilité et devoir de vigilance

N° 608

[Consulter le PDF](#)

Covid-19 : Ryanair à nouveau déboutée de sa demande de qualification d'une subvention en aide d'État illégale

N° 609

[Consulter le PDF](#)

Contestation de forfait jours et d'indemnité pour repos non pris

N° 610

[Consulter le PDF](#)

Droit de se taire du salarié sanctionné disciplinairement

N° 611

[Consulter le PDF](#)

Délai de prescription : l'action devant la sécurité sociale n'interrompt pas celle devant les prud'hommes

N° 612

[Consulter le PDF](#)

Office du tribunal judiciaire pour la répartition des sièges et personnel dans les collèges électoraux en l'absence de décision administrative

N° 613

[Consulter le PDF](#)

Le décret prévoyant l'obligation de souscription et de paiement par voie dématérialisée en matière d'enregistrement est abrogé

N° 614

[Consulter le PDF](#)

Adhésion à un organisme de gestion agréé : suppression de la réduction d'impôt accordée

N° 615

[Consulter le PDF](#)

Réévaluation libre des actifs : dispositif temporaire de neutralisation fiscale

N° 616

[Consulter le PDF](#)

L'engagement de revendre : un délai intangible

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Retard dans la présentation des comptes : interprétation stricte mais manque de rigueur à l'égard du dirigeant

N° 1189 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Adoption d'un plan par des classes de parties affectées : premières précisions de la Cour de cassation

N° 1190 - Par Olivier MARAUD

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

Nouvelle directive sur les produits défectueux : mode d'emploi

N° 1191 - Par Marie LEVENEUR-AZÉMAR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

La subrogation conventionnelle de l'assureur conditionnée par la preuve de la concomitance du paiement et de la volonté de subroger

N° 1192 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Droit bancaire

N° 1193 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

L'indemnisation d'un préjudice, élément clef de l'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale de sommes versées au salarié

N° 1194 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Effets, en présence d'une cession de droits sociaux par des particuliers, d'une clause de variation de prix

N° 1195 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

À la une

De l'utilisation du métal humain

note par Quentin LE PLUARD sous CE, 5^e ch., 7 mai 2025

Le Conseil d'État valide la réglementation sur la récupération des métaux issus de la crémation, et distinguant les métaux des cendres, apporte une précision quant au régime protecteur du corps humain en validant une dérogation fondée sur des considérations supérieures.



Actualité

« Il est important de déconstruire l'image d'Épinal des avocats »

entretien avec Julie COUTURIER

Technique

La validité de principe des dérogations conventionnelles à la compétence territoriale du tribunal en matière de baux commerciaux

étude par Jean-Marc NOYER

Doctrines

Du recours graduel au mécanisme de la déchéance du terme à l'épreuve des impératifs de la protection du consommateur

étude par Abdoul YATERA

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• David NOGUÉRO

Professeur à l'université Paris Cité (IDS – UMR-INERM 1145)

• Xavier LEDUCQ

Avocat au barreau de Paris, cabinet CRTD & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRADEL et Bélinda WALTZ-TERACOL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouvill

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuiltable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuiltable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL479n8 ■ IA au service de la justice : la feuille de route
de la Chancellerie 3
- GPL479o3 ■ Rapatriement des enfants de Daesh : la France toujours
accusée d'inaction 5
- GPL479p2 ■ « Il est important de déconstruire l'image d'Épinal des avocats »
entretien avec Julie COUTURIER 7

Technique

- GPL479k4 ■ La validité de principe des dérogations conventionnelles
à la compétence territoriale du tribunal en matière de baux
commerciaux 9
- étude par Jean-Marc NOYER

Doctrine

- GPL477v8 ■ Du recours graduel au mécanisme de la déchéance du terme
à l'épreuve des impératifs de la protection du consommateur 11
- étude par Abdoul YATERA

Jurisprudence

- GPL478s9 ■ De l'utilisation du métal humain 15
- L'humanité du droit funéraire, entre économie et écologie
note par Quentin LE PLUARD sous CE, 5^e ch., 7 mai 2025
- GPL478y0 ■ Respect des droits de la défense durant la garde à vue :
retour sur l'étendue du contrôle de l'autorité judiciaire des
diligences accomplies par l'officier de police judiciaire 18
- note par Inès SOUID sous Cass. crim., 6 mai 2025
- GPL478o0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation 21
- par Catherine BERLAUD
- GPL478m7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État 26
- par Nathalie FINCK et Samuel SEROC
- GPL478p6 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse
- par François FOURMENT et Philippe PIOT
- en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL478p6>



Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

29

Sous la responsabilité scientifique de

David NOGUÉRO et Xavier LEDUCQ

Avec la participation de

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRADEL et Bélinda WALTZ-TERACOL

DOCTRINE P. 28
PROFESSIONS

Droits patrimoniaux du notaire retrayant

par Bastien Brignon**ACTUALITÉS** P. 5**IMMOBILIER**

Mesures phares de la loi *Daubié* visant à favoriser la transformation des bureaux et autres bâtiments en logements

DROIT FISCAL

Exonération de plus-values de la résidence principale : appréciation *in concreto* de la durée minimale de détention

PROFESSIONS

L'Association Notariale de l'Ingénierie Patrimoniale (ANIP) : le virage de la profession pour le bien de toutes les familles

PRATIQUE P. 18**DROIT FISCAL**

Fruit, produit, résultat, dividende, substance... et usufruit : analyse comptable et fiscale

par Vincent Morati**CHRONIQUES** P. 33**IMMOBILIER**

Biens – Propriété

par Laetitia Tranchant, Alexandre Ferracci et François Colonna d'Istria

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF226p5 ■ Mesures phares de la loi *Daubié* visant à favoriser la transformation des bureaux et autres bâtiments en logements

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF226o9 ■ Expérimentation de l'encadrement des loyers et amélioration de l'habitat en outre-mer

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF226p0 ■ Résidence de tourisme soumise au statut de la copropriété et qualité pour agir en justice d'un copropriétaire

ENTREPRISE

DEF226p1 ■ Pas de droit de préférence du preneur lorsque le local ne constitue qu'une partie du bien vendu

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF226p2 ■ Conditions d'exigibilité d'une créance d'indemnité d'occupation pour une période courant jusqu'au partage

FISCAL

DEF226p3 ■ Exonération de plus-values de la résidence principale : appréciation *in concreto* de la durée minimale de détention

ÉCHOS PRO

DEF225s0 ■ L'Association Notariale de l'Ingénierie Patrimoniale (ANIP) : le virage de la profession pour le bien de toutes les familles

PRATIQUE P. 18

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF225r9 ■ Fruit, produit, résultat, dividende, substance... et usufruit : analyse comptable et fiscale par **Vincent Morati**

DOCTRINE P. 28

DEF226g3 ■ Droits patrimoniaux du notaire retrayant par **Bastien Brignon**

CHRONIQUES P. 33

DEF226o4 ■ Biens – Propriété par **Laetitia Tranchant, Alexandre Ferracci** et **François Colonna d'Istria**

VIE PRO P. 40

OFFRES ET DEMANDES P. 44

INDICES P. 48



NOUVEAU PODCAST
Profession Notaire



Ce podcast propose des réflexions structurantes pour la profession, fruits des débats de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.
Animé par Liliane Ricco, Rédactrice en chef du Defrénois

SAISON 3 : L'avenir de l'acte notarié
Avec **M^e Coralie Leveueur**, notaire à Paris et rapporteur général de la 75^e session de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.
Épisode 6 : la notion d'annexe et leur réduction drastique, les informations personnelles et le RGPD, la promotion de l'acte notarié et l'avenir du notaire.



SCAN ME



LES ARCHIVES DEFRÉNOIS

Numéro précédent

Defrénois n°24 du 3 juillet 2025

Chercher dans ce numéro

Éditorial

Gribouille à la main verte

Par Jean-François Sagaut

Actualités

Participation aux acquêts : la prise en compte des améliorations d'un époux s'applique aux droits sociaux

Constitutionnalité des dispositions relatives à la mise en concordance des documents d'un lotissement avec le PLU

Loi Narcotrafic : principales mesures relatives au logement

Obligations d'entretien et de délivrance du bailleur : indemnisation du préjudice de jouissance

AMP et dispositif transitoire d'adoption : la demande ne suppose pas un refus devant notaire de la mère qui a accouché

Pratique

Cession d'actions communes par un époux seul pendant l'indivision post-communautaire

Par Fanny Hartman

Doctrine

Le notaire, instituteur de la jurisprudence

Par Nicolas Randoux

Chroniques

Régimes matrimoniaux

Par Isabelle Dauriac, Nathalie Couzigou-Suhas

Virement de deniers communs sur un compte personnel à un époux

Par Nathalie Couzigou-Suhas

Transformation d'un compte personnel en compte joint : présomption d'encaissement par la communauté

Par Nathalie Couzigou-Suhas

La BaseLextenso

Pas de renonciation tacite à revendiquer la qualité d'associé sans volonté non équivoque

Par Isabelle Dauriac

Régimes de communauté : les actions ne sont pas des parts sociales non négociables

Par Isabelle Dauriac

En régime de communauté, les dettes délictuelles d'un époux ne sont pas des dettes personnelles de l'autre

Par Isabelle Dauriac

Indices

Derniers indices

Par Rédaction Lextenso

